



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 7 au 11 septembre 2026

Faits saillants

- Le yen poursuit son appréciation, porté par le débouclage des positions de carry trade en amont d'un resserrement monétaire attendu.
- Visite du président LEE en France : *Samsung Electronics* et *Mistral AI* signent un partenariat pour le développement de l'IA dans la production de puces, tandis qu'*Orano* et *KHNP* poursuivent leur coopération dans le nucléaire civil.
- SCSK (filiale de *Sumitomo Corp.*) et *Sakana AI* s'allient pour accélérer l'adoption d'une IA japonaise en entreprise

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 11/09	Var. vs. 04/09
USD/JPY	154,2	-1,44 %
USD/KRW	1 344,5	-0,55 %
Nikkei 225	64 011 pts	-1,55 %
KOSPI	6 910 pts	+3,33 %
JGB 10 ans	2,985 %	+7,0 pdb
KTB 10 ans	4,542 %	+19,2 pdb

Japon

Macroéconomie

Croissance | Au T2 2026, le PIB du Japon a progressé de 0,4 %, soit 1,4 % en rythme annualisé (révisé à la hausse du fait d'un repli de l'investissement privé moins important qu'initialement estimé), malgré l'impact des coûts énergétiques liés au conflit au Moyen-Orient. Cette progression fait suite à une hausse de +1,8 % au 1^{er} trimestre (en rythme annualisé). Malgré une nouvelle augmentation des salaires réels, de +2,4 % en juillet, la consommation privée demeure atone. Les dépenses des ménages ont ainsi enregistré en juillet leur 8^e mois consécutif de baisse, à -3,6 % sur un an. La persistance des pressions inflationnistes (+2,0 % en juillet, après +1,6 % en juin), et l'attente au T3 de nouvelles hausses des prix de l'énergie, confortent les anticipations en faveur d'un relèvement de 25 pdb du taux directeur lors de la réunion de la Banque du Japon (BoJ) du 18 septembre, à 1,25 %. L'accélération de la stratégie de normalisation monétaire de la BoJ (avec des hausses de 25 pdb possiblement attendues suivant un rythme trimestriel, contre un ou deux relèvements de taux par an précédemment) pourrait se traduire par la poursuite du mouvement haussier du yen (cf. *infra*). L'appréciation récente de la devise

japonaise devrait contribuer à freiner l'inflation importée, en compensant partiellement le renchérissement du pétrole, à l'heure où le *Brent* dépasse les 100 USD le baril.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen a connu ces dernières semaines une évolution erratique, passant d'une faiblesse record depuis 1986 au-delà de 163 JPY pour 1 USD – avant l'intervention conjointe sur le marché des changes opérée fin juillet par Tokyo et Washington – à un point haut depuis 7 mois à 152,9 JPY pour 1 USD atteint le 8 septembre. Le yen s'est en effet nettement apprécié depuis le 2 septembre (+4 % contre le dollar US en une semaine), essentiellement sous l'effet du débouclage des positions de *carry trades*. Le Secrétaire américain au Trésor, S. Bessent, a réaffirmé son soutien à la devise japonaise, défiant les acteurs de marché de s'opposer à son appréciation : « *When we intervene in the yen, I have a pretty good idea [...] what the Bank of Japan is going to do, what the Japanese authorities are going to do. [...] If you want to bet against me, you can* ». Interrogée sur les récents mouvements de change, la ministre des Finances, S. Katayama, a, pour sa part, confirmé l'étroite communication entretenue avec le Trésor américain « afin de garantir une évolution ordonnée des marchés ». La poursuite du débouclage des positions de *carry trade* – conditionné à des perspectives d'accélération du cycle de resserrement monétaire opéré par la BoJ – pourrait, selon certains analystes, porter le yen au-delà de 150 JPY pour 1 USD. Pour autant, à l'inverse, plusieurs facteurs pourraient également peser à la baisse sur l'évolution du yen, dont (i) la réévaluation des anticipations de taux américains en fonction des données d'inflation aux Etats-Unis ; (ii) les inquiétudes persistantes sur la politique budgétaire expansionniste de l'administration Takaichi, et (iii) la persistance du conflit au Moyen-Orient, qui pourrait alourdir davantage encore la facture énergétique. A date, le cours USD/JPY s'est stabilisé autour de 154,4 JPY pour 1 USD, et 179,3 JPY pour 1 EUR, retrouvant son niveau de novembre 2025.

Marché obligataire | Depuis le pic de 3,017 % atteint le 2 septembre dernier s'agissant du taux de référence à 10 ans, les rendements souverains japonais ont reflué, pour atteindre cette fin de semaine 2,98 %, proche donc du seuil des 3 %. Cette légère détente s'explique par l'anticipation du rehaussement du taux directeur par la BoJ. A date, cet accroissement des taux obligataires n'a pas modifié substantiellement l'orientation des flux de capitaux japonais. Bien que le marché domestique apparaisse plus attractif, les investisseurs japonais ont été en août acheteurs nets de titres étrangers, à hauteur de 1 200 Mds JPY, soit 7,8 Mds USD. En particulier, les fonds de pension et banques japonaises ont procédé le mois dernier à des achats nets d'obligations étrangères pour des montants respectifs de 2 300 Mds JPY (15 Mds USD) et 1 700 Mds JPY (11 Mds USD). Par ailleurs, alors que l'hypothèse d'un investissement domestique accru du *Government Pension Investment Fund* (GPIF, 2 100 Mds USD d'actifs sous gestion) a été évoquée en juillet dernier par la ministre des Finances, le ministre de tutelle du GPIF, K. Ueno (ministre de la Santé, du travail et des Affaires sociales) n'a pas donné d'indications quant à une revue de l'allocation du portefeuille.

Marché boursier | La Bourse de Tokyo poursuit sa restructuration, avec un nombre record de radiations de cote pour la 3^e année consécutive et une tendance baissière des introductions en bourse (22 en 2026). Depuis le début de l'année 2026, 128 sociétés ont déjà quitté ou annoncé leur retrait du *Tokyo Stock Exchange* (TSE) – contre 125 sur l'ensemble de 2025 –, dont près d'un cinquième via des retraits soutenus par des fonds d'investissement. Cette tendance reflète, d'une part, (i) la pression croissante des actionnaires activistes en faveur d'une amélioration de la gouvernance, et, d'autre part, (ii) le durcissement des critères de cotation engagé lors de la réorganisation de la bourse en trois segments (*Prime Market*, *Standard Market*, et *Growth Market*) en avril 2022, sous le gouvernement Kishida. La période transitoire pour satisfaire les nouveaux critères arrivant à son terme, dix entreprises doivent ainsi être retirées

de la cote au 1^{er} octobre. Le nombre de sociétés cotées au TSE est tombé à 3 705 fin août, un point bas depuis 7 ans, tandis que les places boursières régionales (Nagoya, Fukuoka, et Sapporo) gagnent en attractivité auprès des entreprises ne souhaitant pas répondre aux exigences tokyoïtes, avec 47 nouvelles cotations en 2025 contre seulement 3 en 2020 (et 21 à date en 2026). Le *Nikkei* 225, principal indice boursier du Japon, a clôturé à 64 011 points ce vendredi, marquant un recul de -2,5 % sur la semaine, liée à l'anticipation d'un comportement plus restrictif de la BoJ, couplée à la hausse du prix du pétrole.

Secteurs non financiers

Pharmaceutique | La société de commerce *Mitsui & Co.* a annoncé son intention de déployer un réseau intégrant les données d'un million de patients en Asie, via des partenariats entre hôpitaux de la région. Développé avec la startup singapourienne *Oncoshot*, ce réseau croisera, grâce à l'intelligence artificielle (IA), des données cliniques anonymisées afin d'identifier des profils éligibles aux essais cliniques sur les traitements contre le cancer et d'en fluidifier le recrutement. Alors que les cancers du foie et de l'estomac sont particulièrement prévalents, en particulier au Japon et en Corée, le partage encore limité des données patients contribue à des retards d'autorisation (« *drug lag* ») voire des refus d'homologation (« *drug loss* »), freinant l'accès aux médicaments innovants. La rémunération des entreprises et laboratoires participants pourrait reposer sur un modèle incitatif lié aux résultats obtenus en matière de soutien à la recherche. Pour les laboratoires, une réduction de quelques mois des délais d'autorisation représente un gain financier important : un médicament générant 1 000 Mds JPY (5,6 Mds EUR) par an pourrait ainsi rapporter plusieurs dizaines de milliards de yens supplémentaires. *Mitsui & Co.* vise un bénéfice opérationnel de 60 Mds JPY dans la santé d'ici 2030, soit le triple de son niveau actuel, et pourrait investir plus de 100 Mds JPY (560 Mi EUR) dans ce secteur, illustrant la diversification avancée des *sogo-shoshas* en dehors de leurs métiers traditionnels liés à l'import-export.

IA | *SCSK*, filiale de la société de commerce *Sumitomo Corp.*, et *Sakana AI*, start-up spécialisée en IA générative et qui se distingue par l'intégration de plusieurs modèles existants ciblant la résolution de problèmes complexes, ont annoncé une collaboration visant à accélérer l'adoption de modèles d'IA conçus par des acteurs japonais. *SCSK* apportera son expertise en intégration et déploiement en entreprise de ces technologies. Cette alliance s'appuiera sur le réseau du groupe *Sumitomo*, qui compte environ 100 000 clients, principalement dans les secteurs financier et industriel. Si l'objectif consiste à combler le retard du Japon en matière de transformation numérique par l'IA (54 % des entreprises japonaises l'ayant adopté, contre 76 % aux Etats-Unis), l'initiative répond aussi à des enjeux de souveraineté technologique majeur pour l'Archipel, dans un contexte où les Etats-Unis restreignent l'accès aux modèles les plus avancés pour les acteurs non-américains.

Solaire photovoltaïque | *Toshiba*, *Shin-Etsu Chemical* et l'Université de Niigata ont développé une nouvelle cellule solaire pérovskite – technologie solaire flexible et légère – présentant une durée de vie 1,5 fois plus longue que les pérovskites existantes. Depuis leur découverte au Japon en 2009, les technologies pérovskites nourrissent les ambitions de compétitivité et de souveraineté de l'Archipel, tout en présentant des caractéristiques adaptées aux contraintes foncières auxquelles se heurtent les parcs solaires conventionnels. Si certaines technologies pérovskites devraient être produites à échelle industrielle à partir de 2027 au Japon, les nouvelles générations offrant une durée de vie prolongée restent toutefois au stade de prototype. Leur commercialisation ne serait techniquement pas envisageable avant 2030 au plus tôt, sous réserve de tests de mise à l'échelle des cellules en panneaux. Leur déploiement dépendra de leur capacité à s'imposer face aux filières photovoltaïques conventionnelles, en particulier chinoises.

Corée du Sud

Macroéconomie

Revenu national brut | D'après les données de la Banque de Corée (BoK), le revenu national brut (RNB) réel a progressé de 3,1 % au 2^{ème} trimestre (+ 15,6 % sur un an), supérieur au rythme de croissance du PIB (0,6 %). Cette hausse a été portée par l'amélioration des termes de l'échange et la vigueur des exportations de semi-conducteurs liées à l'essor de l'IA. Sur l'année, le RNB par habitant devrait dépasser 40 000 USD contre environ 36 000 USD en 2025. Pour autant, cette hausse ne se traduit pas par une progression de la consommation des ménages : en juillet, les ventes au détail ont reculé de -2,4 % sur un mois (-0,8 % en glissement annuel), tandis que le taux d'épargne net des ménages a progressé ce trimestre pour s'établir à 9,7 % (+1,8 ppt sur un an).

Secteurs non financiers

Visite du Président LEE en France | A l'occasion du déplacement du Président LEE Jae-myung en France les 7 et 8 septembre, cinq mois après la visite du Président de la République à Séoul, la France et la Corée ont officialisé le renforcement de leur coopération dans l'IA, les semi-conducteurs, le nucléaire, le spatial et la défense. Des accords ont ainsi été signés sur (i) la coopération dans l'IA, les semi-conducteurs et les technologies quantiques, (ii) le soutien à l'implantation des entreprises sur les marchés respectifs entre *Business France* et le KOTRA (*Korea Trade-Investment Promotion Agency*) (iii) l'approfondissement de la coopération spatiale entre le CNES et la KASA, ainsi que sur (iv) l'échange d'expertise et de bonnes pratiques en matière de propriété intellectuelle entre les offices français et coréens. Une table ronde économique de haut niveau, organisée par le MEDEF International et la Fédération des industries coréennes (FKI), a réuni des dirigeants d'entreprises des deux pays, avec l'objectif de soutenir les investissements dans les industries d'avenir et de franchir 20 Mds USD de volume d'échanges bilatéral d'ici 2030. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte où les technologies d'avenir - IA, quantique, spatial, énergies renouvelables, biotechnologies, nucléaire, minerais critiques - ont été désignées comme futurs moteurs de croissance par la Corée (« 7 SEEDs – *Strategic Emerging Engines for Disruptive Innovation*»). Cette orientation s'est traduite par la conclusion d'un partenariat stratégique entre *Samsung Electronics* et *Mistral AI*, destiné à améliorer la production de semi-conducteurs de cette dernière via les technologies IA, et la poursuite de la collaboration entre *Orano* et la *Korea Hydro and Nuclear Power (KHNP)* s'agissant de l'amont du cycle du combustible.

Investissements aux Etats-Unis | Le premier projet sud-coréen envisagé aux Etats-Unis dans le cadre de l'accord commercial d'investissement de 350 Mds USD, en contrepartie de la baisse des tarifs douaniers à 25 à 15 %, est attendu dans le secteur de l'énergie, avec la construction d'une centrale électrique au gaz naturel liquéfié (GNL) de 6,3 GW à Encinal au Texas, représentant plus de 22 Mds USD. Le site, qui pourrait produire l'équivalent de six réacteurs nucléaires, devrait alimenter les centres de données IA, en réponse à la demande croissante en électricité liée à leur implantation. Des discussions sont par ailleurs en cours pour le développement d'un gazoduc pour GNL en Alaska, ainsi que pour un programme de réacteurs nucléaires pouvant aller jusqu'à huit réacteurs. La Corée et les Etats-Unis devraient annoncer les projets retenus prochainement, avec la possibilité d'un accord définissant les principales orientations des investissements attendu dès le 18 septembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr